

Objet : Évolution de la situation politique – 12 juin 2024

CONTEXTE

À la suite des résultats des élections européennes du dimanche 9 juin, le président de la République a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale provoquant des élections législatives anticipées. Les élections se dérouleront le 30 juin pour le 1^{er} tour et le 7 juillet pour le second tour. Quel que soit le résultat de ces élections, le président de la République ne pourra plus dissoudre l'Assemblée nationale durant une année. Le président de la République nommera à la suite un Premier ministre avec lequel il constituera un nouveau gouvernement. D'un point de vue du calendrier, il est prévu que les futurs députés tiendront leur première séance dès le 18 juillet, date à laquelle les parlementaires devaient partir en congés initialement. La semaine suivante permettra le renouvellement des postes au sein de l'Assemblée. Les députés devraient pouvoir commencer l'examen de textes sur le fond seulement à partir du mois d'août si une session extraordinaire plus longue était décidée. En fonction de la majorité qui sera élue, des textes très politiques pourraient être examinés dès ce moment-là. Au Sénat, par respect de la tradition républicaine, il n'y aura pas d'examen de texte en séance publique et commissions permanentes. Les autres instances, comme les commissions d'enquête, peuvent en principe continuer de se réunir.

A RETENIR CE JOUR

Majorité présidentielle

- A « l'occasion de sa conférence de presse organisée à la mi-journée, le président de la République a déclaré « "Nous ne sommes pas parfaits mais nous avons des résultats" ; "nous saurons agir" pour "aller vers le plein emploi, la réindustrialisation, renforcer les services publics, accélérer la transition énergétique, garantir l'unité du pays contre les forces de haine, rejeter la brutalisation du débat public, aider l'Ukraine, bâtir l'Europe »?
 - Le président veut « ouvrir un grand débat sur la laïcité », promettant une « autorité républicaine à tous les étages » dans le respect des « valeurs » de la République.
 - Il souhaite que l'action gouvernementale continue de « s'inscrire dans le sérieux budgétaire sous peine de céder à l'affaiblissement du pays et l'appauvrissement des épargnants que promettent l'extrême droite et l'extrême gauche ».
 - Le chef de l'État souhaite également « huit nouveaux réacteurs nucléaires ».
 - « Pour les jeunes, il faudra ouvrir la question du logement" et Les retraites seront bien indexées sur l'inflation ».
 - Emmanuel Macron veut "déconcentrer" plus rapidement et veut "supprimer un échelon territorial pour ramener plus de simplicité sur les territoires et rouvrir la question de ces grandes régions
 - La réforme de l'assurance chômage s'appliquera comme prévu au 1^{er} juillet de cette année
 - Le projet de loi de réforme du statut de la Nouvelle-Calédonie est abandonné

Front Populaire

- Les circonscriptions des députés sortants de l'ex-Nupes seront sanctuarisées. Les Insoumis présenteront 230 candidats, les socialistes 170, les Écologistes aux alentours de 90 et les communistes 50. Quelques réajustements pourraient encore avoir lieu.
- Historique du PS, ministre sous François Hollande et hostile à la Nupes en 2022, Stéphane Le Foll a déclaré ce matin, à l'instar de Carole Delga hier, ne pas vouloir s'opposer à l'union de la gauche. Le maire du Mans tente toutefois lui aussi de poser des conditions et appelle à un "respect des électeurs" pour que "tout le monde puisse y venir". Il s'inquiète de la présence de Jean-Luc Mélenchon au 20h de France 2 ce soir. "Cela devrait être Olivier Faure s'il s'agit de parler de l'accord! A moins que cet accord soit à nouveau sous la domination de LFI", écrit-il.
- « Je m'en sens capable », a déclaré Jean-Luc Mélenchon au 20h de France 2, interrogé sur le Premier ministre potentiel du Front Populaire.

Rassemblement national // Reconquête

- La candidate Reconquête aux élections européennes, Marion Maréchal, a appelé mercredi à voter pour les candidats de l'alliance entre le Rassemblement national et le patron exclu des Républicains Éric Ciotti aux législatives anticipées, dénonçant la "triple faute" d'Éric Zemmour qui souhaite, lui, présenter des candidats Reconquête contre le RN.

Les Républicains

- Éric Ciotti a été exclu mercredi de LR à l'unanimité, par un bureau politique du parti auquel il n'a pas participé, la gouvernance du mouvement gaulliste étant désormais assurée par la députée Annie Genevard et François-Xavier Bellamy.
- "Je suis et reste le président de notre formation politique, élu par les adhérents", a réagi mercredi Éric Ciotti après son exclusion.
- Les candidats LR "soutenus ou investis" par le RN seront exclus, annonce Xavier Bertrand
- Les Républicains ont décidé mercredi de réinvestir tous leurs députés sortants aux législatives anticipées, à l'exception de leur président tout juste exclu, Éric Ciotti, et de Christelle D'Intorni, favorables à une alliance avec le Rassemblement national, a annoncé le chef des députés LR Olivier Marleix.
- "Autour de 80" candidats LR, "qui porteront les couleurs de ma famille politique", seront soutenus par le RN aux élections législatives, affirme sur CNews Éric Ciotti.

Le sondage du jour

Réalisé ces 11 et 12 juin, un sondage Elabe pour La Tribune Dimanche et BFMTV placerait le RN en tête des prochaines législatives avec un score semblable à celui des élections européennes du dimanche 9 juin, soit 31 %. En seconde position, l'alliance de gauche, appelée le Front populaire, décrocherait 28 % des voix devant le camp macroniste (18 %). En termes de sièges, le sondage donnerait entre 220 à 270 députés pour le RN alors que la majorité absolue est fixée à 289. Le Front populaire obtiendrait de 150 à 190 sièges contre de 90 à 130 élus pour les Macronistes et de 30 à 40 pour LR.

DANS LES PARTIS

La France Insoumise

Direction : Manuel Bompard

- Les circonscriptions des députés sortants de l'ex-Nupes seront sanctuarisées. Les Insoumis présenteront 230 candidats. Quelques réajustements pourraient encore avoir lieu.

Nouveau Parti Anticapitaliste

Direction : Philippe Poutou

- Le parti de Philippe Poutou annonce rallier l'union en marche « pour faire face à l'extrême droite et à Macron » et assure que ses « militants vont s'engager pleinement pour faire gagner les candidats du Front populaire ».
- Cette annonce du parti de gauche radicale a suscité des réactions, en particulier du fait de la prise de position du NPA au lendemain de l'attaque du mouvement islamiste palestinien Hamas contre Israël du 7 octobre 2023. Dans un communiqué, le NPA avait alors indiqué soutenir les Palestiniens et tous les « *moyens de lutte qu'ils et elles ont choisis pour résister* ».

Lutte Ouvrière

Direction : Nathalie Arthaud

- LO ne participera pas à l'opération intitulée « Front populaire », « montée par des partis dits de gauche qui, chaque fois au pouvoir, ont gouverné dans l'intérêt de la grande bourgeoisie contre les classes populaires »

Parti Communiste Français

Direction : Fabien Roussel

- Les circonscriptions des députés sortants de l'ex-Nupes seront sanctuarisées. Les communistes présenteront 50 candidats. Quelques réajustements pourraient encore avoir lieu.

Parti Socialiste

Direction : Olivier Faure

- Les circonscriptions des députés sortants de l'ex-Nupes seront sanctuarisées. Les socialistes présenteront 170 candidats. Quelques réajustements pourraient encore avoir lieu.

La Convention

Direction : Bernard Cazeneuve

- Bernard Cazeneuve estime que le "*rassemblement de la gauche de gouvernement ne peut pas se faire avec LFI. Sauf à tout trahir de l'héritage de Blum.*"

Place Publique

Direction : Raphaël Glucksmann

- « Il y a des points monstrueux qui sont bloquants, sur la base de la base, les fondamentaux », selon un proche de Raphaël Glucksmann, qui prévient : « ils peuvent faire tous les accords de circo, si on n'a pas d'accord sur le fond... Il n'y aura pas d'accord »

Parti Radical de Gauche

Direction : Guillaume Lacroix

- Le Parti radical de gauche négocie pour entrer dans l'accord "front populaire".

Les Écologistes – Europe Écologie Les Verts

Direction : Marine Tondelier

- Les circonscriptions des députés sortants de l'ex-Nupes seront sanctuarisées. Les Écologistes présenteront aux alentours de 90 candidats. Quelques réajustements pourraient encore avoir lieu.

Renaissance

Direction : Stéphane Séjourné

- A « l'occasion de sa conférence de presse organisée à la mi-journée, le président de la République a déclaré « "Nous ne sommes pas parfaits mais nous avons des résultats" ; "nous saurons agir" pour "aller vers le plein emploi, la réindustrialisation, renforcer les services publics, accélérer la transition énergétique, garantir l'unité du pays contre les forces de haine, rejeter la brutalisation du débat public, aider l'Ukraine, bâtir l'Europe »?
- Le Premier ministre Gabriel Attal effectuera son premier déplacement de campagne pour les élections législatives jeudi 13 juin à Boulogne-sur-Mer, dans le Pas-de-Calais, fief électoral du Rassemblement national, a annoncé mercredi soir Matignon.

	Mouvement Démocrate
<p>Direction : François Bayrou</p> <ul style="list-style-type: none"> Le président du parti François Bayrou a dit savoir « une chose, c'est qu'(Emmanuel Macron) est président de la République et ce n'est pas le président de la République qui va mener cette campagne » 	
	Parti Radical
<p>Direction : Laurent Hénart</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Nancéien Kader Dali, ancien colistier de Laurent Hénart et ancien conseiller national sous Jacques Chirac, se dit « triste de voir les successeurs ou les héritiers du gaullisme s'allier avec les héritiers de l'OAS, c'est-à-dire les descendants de la famille Le Pen ». 	
	Horizons
<p>Direction : Edouard Philippe</p> <ul style="list-style-type: none"> Edouard Philippe a affirmé ne pas être « sûr qu'il soit complètement sain que le président de la République fasse une campagne législative ». 	
	Le Nouveau Centre
<p>Direction : Hervé Morin</p> <ul style="list-style-type: none"> Pour Hervé Morin, "Entre l'éventuel échec et le déshonneur, pour moi le choix est simple : celui de la dignité et du respect de mes valeurs ! Il ne peut plus y avoir aucune discussion pour les législatives entre ma famille politique et Éric Ciotti". 	
	Union des démocrates et indépendants
<p>Direction : Hervé Marseille</p> <p style="text-align: center;">/</p>	
	Les Républicains
<p>Direction : Éric Ciotti // François-Xavier Bellamy et Annie Genevard</p> <ul style="list-style-type: none"> Éric Ciotti a été exclu mercredi de LR à l'unanimité, par un bureau politique du parti auquel il n'a pas participé, la gouvernance du mouvement gaulliste étant désormais assurée par la députée Annie Genevard et François-Xavier Bellamy. "Je suis et reste le président de notre formation politique, élu par les adhérents", a réagi mercredi Éric Ciotti après son exclusion. "Autour de 80" candidats LR, "qui porteront les couleurs de ma famille politique", seront soutenus par le RN affirme sur CNews Éric Ciotti 	
	Rassemblement national
<p>Direction : Jordan Bardella</p> <ul style="list-style-type: none"> "Autour de 80" candidats LR, "qui porteront les couleurs de ma famille politique", seront soutenus par le RN affirme sur CNews Éric Ciotti La candidate Reconquête aux élections européennes, Marion Maréchal, a appelé mercredi à voter pour les candidats de l'alliance entre le Rassemblement national et le patron exclu des Républicains Éric Ciotti aux législatives anticipées, dénonçant la "triple faute" d'Éric Zemmour qui souhaite, lui, présenter des candidats Reconquête contre le RN. 	
	Debout la France
<p>Direction : Nicolas Dupont-Aignan</p> <ul style="list-style-type: none"> Pour son président, « Seule la coalition la plus large possible des patriotes peut convaincre les Français de sauver la France. » 	
	Reconquête
<p>Direction : Éric Zemmour</p> <ul style="list-style-type: none"> Éric Zemmour avait appelé à « la plus vaste union des droites » et Marion Maréchal avait rencontré sa tante et Jordan Bardella. Finalement le RN « refuse le principe d'un accord ». La candidate Reconquête aux élections européennes, Marion Maréchal, a appelé mercredi à voter pour les candidats de l'alliance entre le Rassemblement national et le patron exclu des Républicains Éric Ciotti aux législatives anticipées, dénonçant la "triple faute" d'Éric Zemmour qui souhaite, lui, présenter des candidats Reconquête contre le RN. Éric Zemmour a annoncé qu'il excluait Marion Maréchal de Reconquête, dénonçant la "trahison" de la tête de liste de son parti pour les élections européennes. Guillaume Peltier, Nicolas Bay et Laurence Trochu, trois des autres députés européens Reconquête élus dimanche, ayant signé l'appel de Marion Maréchal sont également exclus. 	